

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 7/8

23^e année • mercredi 12 février 2020

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET/ARCHIVES

NESPRESSO: CONDITIONS DE TRAVAIL NOCIVES

Les travailleurs de Nespresso n'en peuvent plus. Avec Unia, ils exigent le retour à leur ancien horaire. En mai 2018, ils protestaient déjà devant le siège de l'entreprise à Lausanne contre le changement envisagé (photo). Sans succès. Les salariés demandent l'ouverture de négociations afin d'améliorer leurs conditions de travail à Orbe, Avenches et Romont. **PAGE 9**

POINT DE MIRE

Combat d'arrière-garde

Sonya Mermoud

Bâton dans les roues des poussettes des futurs papas. Bien que déjà revu à la baisse, le modeste congé paternité de dix jours adopté par le Parlement devra encore être validé dans les urnes. Porté par l'UDC et des membres des Jeunes libéraux-radicaux et du PDC – belle unité au sein du parti de la famille! – le référendum vient en effet d'aboutir, muni de plus de 55 000 signatures. Une récolte de paraphe au demeurant controversée, des personnes chargées de ce travail ayant usé de tactiques trompeuses et d'arguments fallacieux pour remplir leurs listes. Une triche dans le jeu démocratique contre laquelle s'est élevé le Parti socialiste neuchâtelois qui a décidé de faire recours, remettant en question la validité du référendum. A raison, même si un précédent concernant une affaire similaire portant sur la norme pénale

contre l'homophobie n'a pas donné de résultats... Quoi qu'il en soit, la démarche des opposants refusant ces dix jours de relâche envisagés pour les futurs pères relève d'un combat d'arrière-garde. Et les raisons financières évoquées, d'une mesquinerie crasse. Certes, ces «vacances» qui heurtent tellement les référendaires coûteront quelques francs mensuels aux employés et patrons, impliquant un relèvement des cotisations sociales de 0,05 point – le montant total étant évalué à 230 millions de francs annuels. Certes, l'ensemble des travailleurs actifs, sur la base d'une solidarité fondamentale à toute société un tant soit peu évoluée, devront aussi y contribuer. Mais ce congé n'est pas un «luxe» comme le soutiennent ses détracteurs. Approuvé par les deux tiers de l'Assemblée fédérale, il a déjà été amputé de dix jours par rapport à l'initiative originale. Ses auteurs ont en effet préféré la retirer à la faveur du contre-projet parlementaire, craignant que le processus ne s'éternise. Ils ont joué la carte de la prudence et de la raison au regard du chemin parcouru: si des Conventions collectives de travail ou des règlements internes peuvent se montrer plus généreux, le Droit des obligations prévoit aujourd'hui un seul jour de libre pour les pères, à la naissance de leur enfant. Un jour unique, comme pour... un déménagement. On mesure la force de la politique familiale menée jusqu'à présent par nos autorités. Mais justement, pour l'UDC et consorts – entre ceux qui pensent seu-

lement à leur portemonnaie et les autres rétrogrades entendant graver *ad aeternam* dans le marbre une répartition des rôles d'un autre âge – l'Etat n'a pas à se mêler de cette affaire. Malgré une baisse de la démographie aussi clairement liée aux manques de possibilités et d'infrastructures dans le domaine. Et alors que fleurissent d'ores et déjà des propositions de congés parentaux bien plus audacieuses. Les groupes féministes misent sur 38 semaines. Rien d'exagéré dans une société en retard de plusieurs guerres sur la question de l'égalité, du partage des tâches et de la charge mentale. Rappelons que l'opulente Suisse est aujourd'hui l'un des seuls pays en Europe à refuser aux papas un peu de temps pour prendre soin de leur bébé. Et, partant, aux mamans qui, déjà discriminées sur le front des salaires, se débattent pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Le congé paternité leur offrira une bouffée d'oxygène bienvenue. Tout en jouant un rôle fondamental dans la construction et le développement de liens entre le nourrisson et ses deux parents, compte tenu de l'importance de la prime enfance dans le processus. A la veille de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, on se dit qu'il en faudra encore des mobilisations pour faire bouger certaines mentalités pas sorties du berceau... ■

PROFIL



Claude Tièche, en quête d'harmonie.

PAGE 2

8 MARS

Elles ne lâchent rien.

PAGE 3

NEUCHÂTEL

Le point sur le renouvellement de la CCT de la vente.

PAGE 6

GENÈVE

Lutte pour un salaire minimum cantonal.

PAGE 7

Sonya Mermoud

Impossible de dissocier l'œuvre de l'artiste. Le peintre et sculpteur autodidacte Claude Tièche, 78 ans, témoigne, à travers son travail, de son monde intérieur. De ses révoltes. De son inlassable quête d'harmonie. Une recherche où des traits de lumière jaillissent, fulgurants, du noir profond de ses toiles. Se déclinent dans les lignes épurées de ses créations en acier. Etincelles de vie, qui en soulignent encore l'énigme et une indéniable dimension verticale donnant toute la force à la démarche. Une posture abstraite que Claude Tièche a adoptée dans les années 1990 après avoir été confronté à une situation hors du commun. Victime d'un accident de la route, le Jurassien fait une expérience de mort imminente. Plus question pour lui de réaliser des tableaux figuratifs qui ne lui permettent pas d'intégrer ce vécu. «Il y a eu comme une espèce de flash dans un no man's land de brouillard et le sentiment, en en sortant, d'appartenir à un tout, d'une omniscience», tente d'expliquer Claude Tièche qui considère cet événement comme un «cadeau» dont il doit faire quelque chose.

AUTODÉRISION SALVATRICE

«Je ne pouvais toutefois en témoigner à travers une représentation formelle. Le figuratif est joli. Mais j'aime le beau. L'abstrait s'est imposé», poursuit le survivant animé d'un souci d'intégrité caractéristique de sa personnalité. Il dira d'ailleurs souvent l'importance de se montrer correct avec soi. D'agir en accord avec son être. Un homme d'une nature complexe, au tempérament plutôt solitaire mais certainement pas asocial, chaleureux sans se départir d'une cer-



THÉRIY PORCHET

Claude Tièche privilégie l'art abstrait pour dépeindre son monde intérieur.

DIS-MOI CE QUE
TU PEINS...

Peintures et sculptures reflètent la quête d'harmonie de l'artiste jurassien Claude Tièche. Un chemin où la lumière joue de ses fulgurances

«Nous allons droit dans
le mur mais la vie continuera
même si notre animalité
humaine disparaît»

taine réserve, bohème et rigoureux à la fois, et à l'optimisme pour le moins modéré. «Nous allons droit dans le mur mais la vie continuera même si notre animalité humaine disparaît», affirme le septuagénaire, tirant pensivement sur sa vapoteuse. Pas de quoi toutefois entamer la joie de vivre qui l'escorte au quotidien et une bonne dose d'autodérision salvatrice. «Si on ne rit pas de certaines situations, on est mort. Il faut éviter de se prendre au sérieux mais faire sérieusement les choses.» Une ligne que Claude Tièche suit, traçant sa route sans peur ni regrets – «J'ai été parfois un peu stupide mais je me pardonne assez vite» – tout en

gardant intacte sa capacité d'indignation. Révolte créative où il fustige les égoïsmes, l'injustice, les doctrines et les idéologies étriquées, les gourous de tous poils, l'intolérance, la course au profit, la compétition, l'érosion de la diversité... Autant de thèmes qui trouvent un écho dans ses œuvres, miroirs de son âme.

ÉLEVÉ PAR LA FORÊT

«Mon travail est la résultante d'un chemin intérieur. Le reflet de ce que je suis», insiste ce natif du Capricorne estimant que les deux langages artistiques choisis se complètent. «La sculpture me permet de traduire la peinture en trois dimensions. Cette dernière

occasionne davantage de recherches pour trouver le geste juste. Elle se révèle plus exigeante.» Les teintes, quant à elles, sont utilisées avec parcimonie. «La couleur est presque une illusion, servant juste à définir les formes des choses. La reproduire est quasi une offense à la nature. Et en entrant dans

le noir, on y trouvera peut-être la vie», précise l'artiste qui privilégie dans ses réalisations une certaine simplicité. Et se méfie des émotions: «Je peins la tête froide mais le cœur chaud. J'habite le moment présent. C'est un peu comme une méditation avec des temps de recul.» Perfectionniste, le Jurassien confie être constamment traversé par le doute quand bien même il dessine et peint depuis son plus jeune âge. Une enfance passée à Reconvillier où l'insouciance n'aura pas vraiment été au rendez-vous. Gamin, Claude Tièche se trouve confronté à un père particulièrement autoritaire, qui n'a guère de temps à lui consacrer. «A 10 ans, je me réfugiais à tout moment dans la forêt. C'est elle qui m'a élevé. Je partais seul avec mon chien, à la découverte des plantes, des arbres, et m'inventais des histoires», se souvient celui qui, aujourd'hui encore, se ressource lors de longues balades et toujours avec un compagnon à quatre pattes. Le féru de marche a d'ailleurs effectué le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle avec l'idée de se retrouver. Encore un exil intérieur, un tête-à-tête avec lui-même qui aura aidé le voyageur à rebondir sur une existence qu'on devine tout sauf lisse. «Le bonheur, c'est le chemin. Même avec des cailloux», notera Claude Tièche.

QUATORZE MÉTIERS DIFFÉRENTS

Marié deux fois, père de trois enfants, le peintre et sculpteur a, avant de vivre de son art, exercé pas moins de 14 métiers différents pour faire bouillir la marmite. Si, gosse, il rêvait de devenir architecte, il sera détourné de son projet pour des raisons financières et effectuera un CFC de décorateur étagiste. Un travail qu'il exercera un temps avant d'enchaîner différents boulots alimentaires – ouvrier d'usine, réfection de fresques dans une église, peintre en bâtiment, graphiste, etc. «Le pire travail que j'ai effectué c'était à la Ciba à Monthey. Je devais remplir à la chaîne des sacs de paillettes servant à la fabrication de colle... J'ai tenu presque une année avant de péter les plombs», se souvient Claude Tièche, qui passera aussi par la case transmission de savoirs, enseignant les travaux manuels et l'expression picturale dans différents milieux. Le professeur interviendra notamment auprès de jeunes délinquants et de handicapés mentaux. Des expériences qualifiées de très positives. Depuis 1992, l'autodidacte se consacre entièrement à sa passion. «Viable? Oui, mais sans faire d'excès», souligne l'artiste qui, questionné sur une de ses utopies, parlera d'amour et de fraternité. «Il serait temps de nous défaire des pulsions de notre cerveau reptilien. Nous ne sommes plus en mode survie.» Lui a su en tous cas transcender son existence... ■



DE BIAIS

Daniel Süri

CRÈME
FOUETTÉE
HELVÉTIQUE

A la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée), c'était le mois, le jour et l'heure de la photo annuelle. La direction de cette noble institution avait en effet pris l'habitude de publier tous les ans une photo du *staff*, de la *dream team* de la Manip, c'est-à-dire d'elle-même. Pour retenir un peu mieux l'attention qu'un simple trombinoscope de groupe, la mise en scène changeait d'année en année, émettant des messages plus ou moins subliminaux, ce qui faisait dissenter sa clientèle pendant deux ou trois jours. Un coup de com' pour pas cher en somme (et dans les autres départements français aussi).

Cette année, on avait eu droit à la photo devant un mur de briques, projecteur faiblard sur le côté gauche et étuis d'instruments de musique sur le côté droit. Avec un sens de l'uniforme qui les honorait, les hommes portaient tous un costume bleu dans diverses nuances. Depuis quelques décennies, le noir, qui sentait trop l'austérité de la Réforme, avait été délaissé au profit du bleu plus ou moins roi. Pas trop quand même, on est en démocratie! Les dames apportaient quelques variations colorées dans cet univers un peu sombre. Le coup du groupe musical devant un mur de briques n'était pas vraiment nouveau. Des Ramones aux Duran Duran, en passant par une flopée de métalheux, heavy ou non, l'industrie du disque en avait fait largement usage. Mais on voyait mal la direction de la Manip en AC/DC helvétique. Un commentateur se dit alors qu'il y avait là, plutôt qu'un pan d'usine désaffectée, une allusion à une cave à jazz. La direction de la Manip en jazz-band? Façon Pepe Lienhard et son sextet alors, juste avant Alain Morisod et son bal à papa. Mais non, ça ne jouait pas (c'est le cas de le dire, remarqueront les plus fûtés): à l'examen, les étuis

renfermaient plutôt un violoncelle et un cor – d'harmonie, pas des Alpes. Difficile de swinguer avec ces deux-là. Donc on se dirigeait plutôt vers un orchestre classique. Un octuor, vu le nombre de présents. L'octuor classique disait l'harmonie du consensus selon ses concepteurs et trices. Ah, le concert consensuel de l'octuor onctueux...

Bon, ça valait toujours mieux que la photo de l'année précédente. Celle de la *skyline*. Vous sourcillez? Oui, je sais, en français on devrait dire «panorama urbain». En fait, la *skyline* désigne le plus souvent le profil des immeubles et des structures élevées des villes, surtout lorsque ce profil se détache sur l'horizon. Voir les trois millions six cent septante-deux mille trois cent trente-sept illustrations des gratte-ciel de New York que l'on trouve sur l'araignée. Enfin, sur la Toile. Mais dans le cas de la direction de la Manip, ça ne fonctionnait pas, le panorama urbain. Parce qu'il n'y avait pas un poil d'urbain dans le profil, genre réclame au néon, s'affichant derrière l'état-major entrepreneurial. Mais bien une ribambelle de symboles éculés illustrant à gros sabots l'Helvétie vue d'Hollywood ou de

Bollywood. On y trouvait, de gauche à droite: le Cervin, un caquelon à fondue, le cor des Alpes (*Ah! Le voilà quand même!*), le Palais fédéral, la croix fédérale, un pont alpin, un réveil, une paire de skis, une tête de vache, un couteau suisse et un petit village. *Ouf! Ça va? Vous digérez?* Encore un peu de crème fouettée sur vos meringues ou ça ira comme ça?

Notez, le choix avait été arbitraire, nécessairement. Et difficile aussi. Il avait fallu écarter l'edelweiss, le saint-bernard (le chien, pas le col), le Toblerone et le Cenovis, Henri Dунant et Guillaume Tell, l'Ovomaltine, le schabziger et la raclette. Sacré tri. Vous voyez le casse-tête: cor des Alpes contre edelweiss, fondue contre raclette, Cervin contre saint-bernard, Migros contre Coop (*Ah! Non, faites excuse, elles n'étaient pas qualifiées*). Une vraie série de *play-off*, comme on dit dans les rédactions sportives pour parler des séries éliminatoires. A propos, vous savez que le HC Ajoie a battu le HC Davos en finale de la Coupe de Suisse de hockey et que la coupe a été cassée par un joueur un tantinet éméché? Non? Mais vous vivez où, nom de sort? Dans un fortin vendu par Armasuisse? Ha! ben tiens,

c'est vrai ça, on avait oublié le Réduit national dans la liste des typicités helvétiques (qu'est-ce que ça cause bien dans cette rubrique!). Et pas seulement le Réduit national. Moi, par exemple, je regrette beaucoup l'absence du hackbrett. Je sais bien qu'il n'y en a pas qu'en Suisse, qu'on en trouve en Bavière et en Autriche, mais quand même: le hackbrett appenzelois reste le plus joué actuellement. Et *toc!* En plus, on peut en jouer sans nécessairement suspendre une boucle d'oreille en forme de cuiller à crème à l'oreille droite, même si c'est nettement moins joli. Mais bon, l'a pas été retenu mon hackbrett appenzellois. Pour cause d'origine pas très catholique peut-être: il descend en droite ligne du santour persan. Quoi? Des traces d'ayatollahs sur le Sântis? Mais que fait l'UDC? ■

ELLES NE LÂCHENT RIEN

Dimanche 8 mars, les collectifs féministes appellent à la mobilisation pour le respect du corps, du temps et du travail des femmes

Propos recueillis par Aline Andrey

En Suisse, comme partout dans le monde et depuis plus d'un siècle, la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars* sera l'occasion de rappeler une fois de plus les discriminations subies par la moitié des êtres humains. La coordination nationale et les collectifs féministes cantonaux ont rédigé un Appel pour un monde sans inégalités. Comme l'indique le texte, «de la Grèce à l'Etat espagnol, du Chili au Rojava, de l'Argentine à la France, de la République démocratique du Congo à l'Iran, en passant par Hong Kong, les femmes et les personnes trans et non binares se lèvent pour combattre les discriminations, le sexisme et les violences. Nous revendiquons et agissons pour construire une société solidaire et durable qui respecte nos vies et la planète.» Coprésidente de la commission féminine de l'USS et secrétaire centrale d'Unia jusqu'à fin avril (syndicat qu'elle quittera, après onze années, pour de nouveaux défis professionnels), Corinne Schärer fait le point.

Il y a un appel à des actions mais aussi à la grève le 8 mars prochain. Y aura-t-il un mouvement de cessation de travail dans la vente, dans les hôpitaux, dans la restauration ou encore la culture, là où le travail du dimanche est courant?

Non, concrètement, il n'y a pas l'idée d'un débrayage général. Ce 8 mars permettra surtout de rappeler les revendications de la grève historique du 14 juin 2019. Comme c'est un dimanche, c'est l'occasion parfaite de souligner le travail énorme de *care* supporté par les femmes jour après jour, année après année. L'idée est aussi de soutenir les femmes qui doivent gagner de l'argent même le dimanche, dans les magasins dans les gares par exemple, ainsi que de pointer du doigt les bas salaires et les conditions de travail précaires. Chaque collectif est libre, comme toujours, de choisir son mode de mobilisation. Beaucoup de propositions ont émergé de notre rencontre na-

tionale qui a réuni une centaine de femmes en décembre. D'une fondue moitié-moitié à la chorégraphie d'*Un violador en tu camino*, les actions seront très variées. L'heure à laquelle les femmes ne sont plus payées du fait des inégalités salariales, à 15h24, sera un moment fort partout.

Comment s'inscrit le syndicat Unia dans l'organisation de ce 8 mars?

Unia sera présent le 8 mars auprès des femmes qui doivent travailler, notamment dans les magasins et dans les soins. Quelques jours avant, nous allons lancer la récolte de signatures pour une 13^e rente AVS. Car c'est une garantie pour les femmes, dont les pensions sont plus faibles du fait des inégalités, d'avoir de meilleures conditions de vie lors de leur retraite.

Qu'a apporté la grève féministe du 14 juin 2019? Alors que le congé paternité n'est pas à la hauteur des besoins, et que le Conseil fédéral continue de vouloir augmenter d'un an l'âge de la retraite des femmes. Sans parler du fait, qu'en Suisse, un féminicide est commis toutes les deux semaines?

Sans la grève du 14 juin, le congé paternité de deux semaines n'aurait même pas été accepté par le Parlement quelques jours après seulement. Et les Chambres ne se seraient pas autant féminisées lors des dernières élections fédérales. Passer de 32% à 42% de femmes au Conseil national est énorme et merveilleux. L'inscription d'un quasi-quota dans la loi pour atteindre une meilleure représentation des femmes dans les conseils administratifs n'aurait pas passé non plus. Notons encore un autre grand changement: une nouvelle et bonne convention visant à lutter contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail a été adoptée par la Conférence internationale du travail le 19 juin 2019. C'est un succès au niveau international.

Beaucoup de revendications n'ont pourtant pas été encore entendues... Bien sûr. Nous revendiquons toujours une hausse des salaires des femmes,



«Ce 8 mars permettra surtout de rappeler les revendications de la grève historique du 14 juin 2019» déclare Corinne Schärer.

un congé parental de 38 semaines, des mesures efficaces contre la violence, une baisse du temps de travail sans réduction de salaire – du moins pour les revenus bas et moyens. Pour les rémunérations élevées, cela se discute. Il faut surtout augmenter les salaires des branches féminines, telles que la vente, les soins, le nettoyage, la coiffure, l'horlogerie, l'industrie alimentaire... Et réaliser l'égalité salariale. En ce qui concerne la violence, il faut prendre très rapidement des mesures efficaces!

L'Appel féministe est clairement anticapitaliste, antipatriarcal, écologiste et pour les droits des migrantes

notamment en soutenant le principe «un même travail, un même salaire, un même permis». Cela signifie un changement global du système... Oui, nous voulons une société qui se fonde sur la solidarité et l'égalité.

Comment se positionnent les syndicats pour qui la valeur du travail et l'idée de croissance sont encore bien ancrées? Ce n'est pas si simple: c'est une discussion en cours qui est relancée par la crise du climat et les actions des jeunes. Unia a décidé de se battre pour un grand changement, pour une économie qui ne détruit pas la nature et la planète. Nous luttons pour un monde où toutes et tous peuvent

vivre décemment, dans la paix et avec une économie durable. Pour réussir, il faut accélérer le changement avec une transition juste et écologiste des postes de travail. ■

*Le 8 mars 1910, lors de la 2^e Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, la féministe Clara Zetkin propose la création de la Journée internationale des femmes pour revendiquer le droit de vote, l'égalité entre les sexes et le socialisme.

«Un violeur sur ton chemin»

Un violador en tu camino sera l'un des hymnes féministes de cette journée du 8 mars. Une performance qui a émergé au Chili lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre dernier. Pendant que ce pays d'Amérique du Sud vivait un mouvement de contestation sans précédent et une répression féroce des forces armées, notamment contre les femmes (on dénombre une vingtaine de personnes tuées, plus de 2000 blessés, un millier de plaintes pour des tortures et des mauvais traitements, et une centaine pour agressions sexuelles commises par des représentants des forces de l'ordre). La chorégraphie et les paroles puissantes, parfois transformées pour coller aux contextes politiques particuliers, dénoncent les violences sexuelles cautionnées par l'Etat. Une performance qui a fait le tour du monde. Le 8 mars, les yeux cachés par un bandeau noir (en écho aux nombreuses blessures oculaires), des femmes pointeront du doigt les viols, les féminicides et le système qui permet ces violences. Comme le dit la chanson chilienne: «Le patriarcat est un juge qui nous juge à la naissance. Et notre punition c'est cette violence que tu vois. Ce sont les féminicides, l'impunité des assassins. C'est la disparition, c'est le viol. Et le coupable ce n'est pas moi, ni où j'étais, ni comment j'étais vêtue...» ■ AA

Dans les grandes villes de Suisse, des lectures de l'Appel national auront lieu, ainsi que des flash-mobs à 15h24. Une manifestation est prévue à 13h30 à Genève et une à 16h à Lausanne. Une action «Brûlons le patriarcat» aura lieu également à 16h à Fribourg. Beaucoup d'autres moments forts sont prévus un peu partout. Nous vous informons des programmes dans nos prochaines éditions. D'ici là, pour plus de renseignements, vous pouvez contacter le secrétariat Unia de votre région ou le collectif de votre canton:
FR: grevefemmesfribourg@gmail.com
GE: grevefeministe2019geneve@gmail.com
TI: grevefeministeju.jb@gmail.com
NE: grevefeministeneuchatel@gmail.com
VD: vaud.grevefeministe@gmail.com
VS: grevefemmesvalais@gmail.com

Egalité salariale: une commission veut améliorer la loi... un tout petit peu

Une commission veut instaurer davantage de transparence dans la lutte contre les discriminations salariales. Une amélioration minime selon l'Union syndicale suisse



La commission compétente demande que les résultats des analyses des salaires soient présentés à la Confédération.

Regula Bühlmann
Secrétaire centrale de l'USS

La Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) veut instaurer plus de transparence dans la lutte contre les discriminations salariales. Il est certes réjouissant de voir que la majorité de cette commission voit la nécessité d'améliorer après coup la Loi sur l'égalité (LEg), qui vient d'être révisée. Mais cette dernière n'en demeure pas moins très lacunaire, notamment parce que la CSEC-N n'a pas le courage de procéder à des améliorations substantielles. A l'été 2020, la Suisse aura une LEg révisée afin de mieux pouvoir agir contre les discriminations salariales. Mais cette loi est faible, très faible même, entre autres parce que la majorité parlementaire de droite a fait des pieds et des mains lors de la dernière législature pour empêcher qu'elle n'amène de réels progrès.

Ainsi, selon la LEg révisée, seules les entreprises occupant 100 personnes et plus sont tenues d'analyser leurs salaires sous l'angle de la discrimination. Et c'est en vain que l'on chercherait des sanctions dans cette loi. Sans parler de la date de péremption de juin 2032 dont celle-ci a été flanquée! La CSEC-N de la nouvelle législature fait au moins preuve d'un peu plus d'ouverture même si elle a rejeté en bloc trois initiatives parlementaires et une initiative cantonale qui demandaient d'autres améliorations (les dernières élections n'ont pas réussi à débarrasser totalement le Parlement de sa coloration patriarcale). La commission compétente ne veut ni abaisser à 50 employés le seuil obligeant une entreprise à analyser ses salaires, ni prévoir des sanctions ou une liste noire des entreprises en défaut. Elle ne veut pas non plus accorder plus de compétences aux cantons dans la mise en œuvre de l'égalité salariale. Mais elle a au moins déposé

elle-même une initiative parlementaire demandant que les discriminations salariales soient un peu plus vigoureusement combattues que ce que prévoit la loi actuellement: afin qu'il y ait plus de transparence, les résultats des analyses des salaires devront être présentés à la Confédération. Cette dernière pourra ainsi mieux évaluer l'efficacité de la LEg et, le cas échéant, l'adapter. Il y a lieu de se réjouir que la CSEC-N admette que la LEg révisée est insuffisante et propose une amélioration. Mais cela ne va pas suffire pour donner plus de mordant à un tigre de papier. Renoncer à des sanctions et à une meilleure participation des syndicats constitue une lacune fondamentale dans la mise en œuvre réelle de l'égalité salariale. L'USS demande au Parlement qu'en plus de l'initiative parlementaire de la CSEC-N, il accepte aussi les interventions rejetées par celle-ci afin de donner, avec la LEg révisée, une vraie chance à l'égalité salariale. ■

UNIA
Le Syndicat.

GROUPE MIGRATION DU SYNDICAT UNIA

La journée de travail va-t-elle redevenir une question sociale ?
par **Nicola Cianferoni**, post-doctorant, **UNIGE, UNINE**

Mardi 18 février à 18h30
Syndicat Unia, Av. Léopold-Robert 67, 2300 La Chaux-de-Fonds.



Réunissons-nous pour une réflexion sur les conditions des travailleuses et travailleurs dans les coulisses de la production, sur les rapports sociaux et sur la centralité de la journée de travail dans la vie sociale.

Pour débattre sur l'intensification, la disponibilité temporelle et la déqualification du travail.

Dans le cadre de la publication du livre de l'auteur en septembre 2019, « *Travailler dans la grande distribution, La journée de travail va-et-elle redevenir une question sociale ?* », Nicola Cianferoni apportera ses éclairages sur l'évolution du temps de travail qui tend à prendre une place toujours plus importante dans la vie des salariés, comment cela est vécu par les femmes et hommes concernés et dans quelle mesure la réduction du temps de travail pourrait devenir une revendication politique et syndicale forte dans les années à venir. **Quelles réponses et actions syndicales pourraient être construites sur ces constats et ces évolutions ?**

Contact : derya.dursun@unia.ch - 079 290 75 92

Syndicat Unia, Groupe migration, Av. Léopold-Robert 67, 2300 La Chaux-de-Fonds

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, David Prêtre,
Jean-Claude Remwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch

Publicité pub@evenement.ch

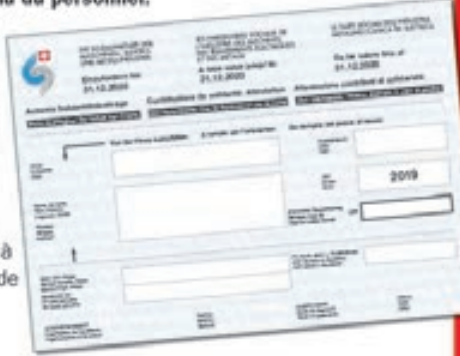
CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 58 164 exemplaires

Rétrocession des contributions de solidarité dans l'industrie des machines

Pour l'année 2019 également, tous les membres d'Unia qui ont travaillé pour une entreprise assujettie à la CCT MEM recevront de leur employeur une «attestation de contributions de solidarité».

En règle générale, cette attestation est jointe par les entreprises au décompte de salaire de janvier ou de février. Si ce n'est pas le cas, l'attestation peut être retirée auprès du bureau du personnel.



Ce document est un titre confirmant que la contribution de solidarité de Fr. 60.- a été prélevée sur le salaire pour l'année 2019. Pour les membres du syndicat Unia dont le sociétariat a duré toute l'année et qui ont travaillé dans des entreprises assujetties à la CCT MEM, la rétrocession est de

Fr. 200.-

■ En cas de perte de l'attestation personnelle, la rétrocession est également perdue !
■ Merci de faire valoir votre attestation d'ici au 31.12.2020 au plus tard !

Tous les membres du syndicat Unia ont la possibilité de remettre ce titre personnellement ou par poste au secrétariat Unia concerné (prière d'indiquer le compte de chèques postaux ou le compte bancaire). En cas de problèmes ou de questions, les collègues sont priés de s'annoncer auprès de leur secrétariat Unia de la région/section ou auprès du secrétariat central du syndicat Unia à Berne.

UNIA

UNIA
Le Syndicat.

Comment remplir la déclaration d'impôts?
Apprenez avec Unia!

Cours gratuits pour les membres d'Unia Transjurane

⇨ Avec formateurs-trices expérimenté-e-s
⇨ Pour apprendre et remplir la déclaration sur place

Déclaration jurassienne - 2 cours

Secrétariat Unia de Delémont (rue des Moulins 19)
- lundi 24 février 2020 19h00-22h00
- lundi 16 mars 2020 19h00-22h00
Pour le remplissage informatique, connexion wi-fi à disposition

Déclaration bernoise - 3 cours

Cip - Tramelan - Formation en deux modules
- jeudis 21 et 28 février 2020 - 19h00-21h00
Remplissage informatique sur "Tax-Me".

Secrétariat Unia de St-Imier (rue Francillon 10)
- mardi 3 mars 2020 - 19h0-22h30
Remplissage informatique, connexion wi-fi à disposition

Secrétariat Unia de Moutier (rue Centrale 11)
- lundi 9 mars 2020 - 19h00-22h00
Pour le remplissage informatique, connexion wi-fi à disposition

Infos et inscriptions (jusqu'au 21 février)

- par téléphone au 0848 421 600
- par e-mail à transjurane@unia.ch
- aux guichets de Unia Transjurane

Unia Transjurane - rue des Moulins 19 - 2800 Delémont T 0848 421 600 - transjurane@unia.ch

WWW.EVENEMENT.CH

TOUT EST PROTÉGÉ



SAUF LES RÉFUGIÉS

Agissez sur amnesty.ch

AMNESTY INTERNATIONAL

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS !

En raison des vacances scolaires, *L'Événement syndical* ne paraîtra pas la semaine prochaine. Nous vous donnons rendez-vous le mercredi 26 février. ■ La rédaction

MOVENDO

Movendo, L'Institut de formation des syndicats

Pour l'administration des cours de notre programme en langue française, nous recherchons, pour le 1^{er} juillet 2020 ou à convenir:

Un-e assistant-e (60% à 80%) de langue principale française

En tant que membre d'une petite équipe, vous serez responsable d'une partie de l'administration des cours de notre programme. Vous êtes titulaire d'un certificat fédéral de capacité d'employé-e de commerce ou avez une formation équivalente. Vous avez de très bonnes connaissances orales et écrites d'allemand.

Lieu de travail: Berne.

Délai de postulation: 23 février.

Vous trouvez l'annonce complète sur notre site www.movendo.ch

Journée des CoPe de l'industrie 2020

Le potentiel de la reconversion éco-sociale pour le secteur de l'industrie

Vendredi 6 mars 2020
9h30-13h30

Unia Secrétariat central
Weltpoststrasse 20
3000 Berne 15

Lors de la journée annuelle des membres des commissions du personnel de l'industrie, nous discuterons de la reconversion éco-sociale et de ses opportunités et risques pour l'économie suisse.

Inscription à Industrie@unia.ch
Plus d'Infos: www.unia.ch/journee-industrie



L'industrie c'est nous!
Wir sind die Industrie!
L'industria siamo noi!

UNIA

DES MILITANTS AFFICHENT LEUR VOLONTÉ D'EN FINIR AVEC LA PUB

En phase de création, un comité d'initiative réclame l'interdiction de la publicité commerciale dans les rues vaudoises. Entretien avec Danaé Pérez, partie prenante de la démarche

Sonya Mermoud

Haro sur la pub! Un collectif réunissant des représentants de différents milieux militants œuvre à la création d'un comité d'initiative en vue de bannir les affiches commerciales dans l'espace public vaudois. Dès le mois d'avril, ce dernier s'attèlera à la récolte des 12 000 signatures nécessaires à la démarche. Impliquée dans le projet, Danaé Pérez, 20 ans, précise les raisons des militants: «Nous estimons que ce vecteur, qui pousse à la consommation de manière irréfléchie, n'a pas lieu d'être. Notre lutte s'inscrit aussi dans celle écologique mais reflète, à la base, une volonté anticapitaliste. Les supports publicitaires sont le plus souvent monopolisés par des multinationales qui peuvent se le permettre.» La jeune étudiante lausannoise attire également l'attention sur les composantes sociales des publicités. «Celles-ci sont souvent sexistes, racistes, péjoratives, etc., reproduisant différentes formes d'oppression, les normalisant de manière très insidieuse. La pub révèle beaucoup de choses sur l'état de notre société, notre fonctionnement.» La Loi sur l'interdiction de pubs sexistes ne freine pas le Collectif, aux visées plus larges, dénonçant le caractère manipulateur de ce mode de communication commerciale.

DES MILLIERS DE MESSAGES QUOTIDIENS
«Selon antipub.ch, avant de savoir lire, un enfant reconnaît jusqu'à 70 logos. A

l'âge de 10 ans, ce chiffre grimpe à 400. Si l'on comptabilise aussi les stimuli commerciaux au sens large du terme – panneaux dans la rue, Internet, télévision, radio, etc. – on estime à plusieurs milliers le nombre de messages publicitaires atteignant une personne chaque jour.» Pour Danaé Pérez, leur influence sur les actes d'achat ne fait aucun doute, consciemment ou non. Et s'il est impossible de lutter contre tous les vecteurs, le Collectif veut au moins agir sur la pub dans l'espace public, «car on ne peut s'empêcher de la voir». «Nous souhaitons retrouver notre droit de non-réception. Ignorer les affiches ne suffit pas. Et tous n'ont pas les outils pour faire barrage aux messages transmis.» La question de la censure générée par une interdiction éventuelle est balayée. «C'est l'argument commun qu'on nous oppose. Mais il ne s'agit pas de liberté d'expression mais commerciale. Nous voulons de notre côté faire valoir notre liberté d'y échapper, de nous prémunir contre ces messages.» La créativité de certaines affiches ne trouve pas davantage grâce aux yeux de la militante. «La pub aurait pu prendre un tournant artistique, mais elle est aujourd'hui uniquement le fruit de résultats d'études de marketing. On y apprend comment manipuler pour vendre. Tout est pensé dans cet objectif.» A ce stade, le Collectif ne s'est pas franchement déterminé sur la publicité culturelle. «La Société générale d'affichage offre les espaces qui lui sont



La lutte des militants s'inscrit aussi dans celle écologique mais reflète, à la base, une volonté anticapitaliste.

le plus souvent consacrés. Nous aimerions que ces annonces soient relocalisées. Mais nous n'avons pas de solutions toutes faites.»

RENFORT BIENVENU

Quid du manque à gagner si le comité d'initiative parvient à ses fins? «Les revenus liés à la publicité de la Ville de Lausanne n'apparaissent pas dans ses comptes. On peut donc les considérer comme annexes. Dans tous les cas, ce n'est pas un argument pour rester les bras croisés», répond Danaé Pérez, non sans préciser que le groupe cherche aujourd'hui des soutiens en tous genres. «Nous avons besoin de ren-

fort, mais on ne souhaite pas qu'une seule couleur de parti politique soit représentée.» Consciente des difficultés que rencontrera le projet, la militante reste optimiste: «On sait que la tâche ne sera pas aisée. Et que même si on parvient à récolter le nombre de signa-

tures nécessaire dans le délai imposé de quatre mois, la bataille sera rude. C'est un projet ambitieux. Si nous ne parvenons pas à faire interdire la publicité, on aura au moins favorisé le débat sur un sujet relativement inexploré.» ■

POING LEVÉ

LES MULTINATIONALES FONT LA LOI

Par Aline Andrey

La démocratie a du plomb dans l'aile. Face au pouvoir du monde économique, que ce soit au travers de l'influence des lobbies et de l'argent à disposition pour des campagnes, la désinformation sévit. Un exemple saisissant est celui de la force de frappe des opposants à l'initiative pour des multinationales responsables. Depuis début février, leur lobby diffuse massivement des annonces en ligne afin d'attirer les citoyens sur leur site de campagne, présenté abusivement comme un outil indépendant de vérifications des faits. C'est l'ancien conseiller d'Etat Dick Marty qui dénonce l'arnaque, en tant que coprésident du comité d'initiative pour des multinationales responsables. Une initiative portée par une vaste coalition d'organisations, dont les syndicats, demandant des règles contraignantes afin que les sociétés répondent de leurs violations des droits humains et environnementaux.

Derrière ces informations prétendument factuelles diffusées sur internet se cachent l'agence de relations publiques Furberhugi, lobbyiste du géant des matières premières Glencore et proche du conseiller aux Etats PLR Ruedi Noser. Le journal allemandique *Republik* révèle même que Tamedia a soutenu la création de ce site. Un moyen pour le groupe de presse de gagner encore un peu plus d'argent grâce aux annonces publicitaires du lobby des multinationales? Cette affaire fait écho au deuxième contre-projet, proposé par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, avalisé en décembre au Conseil des Etats qui n'impose au final aucune règle contraignante aux sociétés. Glacant! La destruction de l'environnement, et avec elle le dérèglement climatique, tout comme les violations des droits humains ne font pas le poids face au pouvoir des transnationales à l'origine de ces crimes, avec le blanc-seing de la majorité de droite en vertu de la loi du marché et du plus fort.

La Suisse aime choyer ses multinationales. Ces dernières – comme le rappelle, dans un communiqué, Alliance Sud, l'une des organisations à porter l'initiative – ont, de surcroît, la possibilité de transférer leurs bénéfices là où elles sont le moins imposées, notamment en Suisse. Les pays en développement perdent ainsi des centaines de milliards de francs chaque année. Cette évasion fiscale n'est nullement combattue par le Conseil fédéral qui rechigne même à la réforme frileuse de l'imposition des multinationales proposée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pendant ce temps, des mines de Glencore polluent l'air, le sol et l'eau en Zambie, au Congo, au Pérou, et ailleurs. Partout, des humains souffrent des maladies générées par l'extractivisme forcené. En Inde, Syngenta vend un pesticide interdit en Suisse, le «Polo», qui contaminent les sols et les corps. Ici, les compagnies de télécommunication continuent de pousser à la surconsommation de téléphones portables alors que l'extraction des minerais et des métaux nécessaires à leur fabrication est entachée de conflits armés, d'exploitation des travailleurs et d'écocide. ■

initiative-multinationales.ch

Le climat en justice

Après un procès lausannois retentissant, c'est au tour d'un activiste genevois de comparaître face à Credit Suisse

Propos recueillis par Aline Andrey

Credit Suisse est sous le feu des projecteurs: démission de son directeur, infiltration de Greenpeace, refus de répondre à l'invitation de la Grève du climat à un débat télévisé sur ses investissements dans les énergies fossiles, et mise à mal de l'image de son égérie Roger Federer. Et ce n'est pas fini. La semaine prochaine se tiendra le procès de Nicolas, membre de Breakfree ayant participé, avec beaucoup d'autres, à l'action «Main rouge» sur le bâtiment de la succursale genevoise (lire notre édition du 22 janvier)



lors de la manifestation pour le climat du 13 octobre 2018. L'écologiste a fait recours contre l'ordonnance pénale lui infligeant une peine de 20 jours-amende à 30 francs avec sursis et 2300 francs de dommages et intérêts pour le nettoyage des vitrines de la banque. Pour sa défense, M^e Laïla Batou, qui a déjà plaidé pour les activistes de Lausanne Action Climat (LAC) dont le procès, à la suite de la partie de tennis dans Credit Suisse, a fait grand bruit. Questions à l'avocate engagée.

Quel sera votre axe de défense cette fois?

Je vais plaider l'état de nécessité mais ouvrir une porte sur la notion de légitime défense face au danger créé par les acteurs du marché qui investissent massivement dans les énergies fossiles. Il s'agit en effet d'une attaque sur les conditions d'existence de la jeunesse, qui sera la génération à subir de plein fouet le réchauffement climatique. Dans son approche libérale, le gouvernement reste passif et s'en remet expressément au «risque réputationnel» qu'encourent les entreprises dépendantes des énergies fossiles: mon client n'a fait qu'actualiser ce risque.

Et pourtant le Conseil fédéral n'hésite pas à déposer des arrêtés urgents notamment en matière d'asile...

Oui, pourquoi ne le fait-il pas quand c'est l'avenir de la planète et celui de nos enfants qui sont en jeu? Les

scientifiques sont les plus inquiets, car ils savent que nous ne sommes même pas certains d'arriver à décarboner à temps. Peut-être que c'est déjà trop tard. On assiste à des phénomènes d'emballlement, qui pourraient accélérer la survenue du désastre, comme avec les mégafeux, qui génèrent du CO₂ en masse tout en réduisant les puits de carbone.

Les procès sont-ils aussi un objectif de la désobéissance civile?

Oui, les procès mettent la pression. L'exemple du LAC en est la preuve. Sans cette judiciarisation, Credit Suisse ne serait pas sorti de son silence. Face à l'absence de recours légaux et à l'incapacité de la démocratie à répondre à la menace, la société civile met en œuvre tous les moyens qu'elle trouve. ■

Mardi 18 février, à 9h, procès public dans le bâtiment A du Palais de justice à Genève. Dès 12h15, un rassemblement de soutien aura lieu à la promenade Saint-Antoine. Dès 18h30, deux tables rondes se tiendront à l'Université (salle 201, boulevard des Philosophes 22) avec Julia Steinberger du GIEC, Greig Aitken de l'ONG Banktrack et Nicolas Haeringer, porte-parole de 350.org, Pablo Cruchon pour Amnesty International, ainsi que les organisateurs de la soirée: le Collectif Breakfree, la Grève du climat et Extinction Rebellion.

Plus d'informations sur:
breakfreesuisse.org
discreditsuisse.ch

PAS DE SECOND DIMANCHE SANS CONTREPARTIE

Les négociations pour le renouvellement de la CCT neuchâteloise du commerce achoppent sur la question d'une ouverture dominicale supplémentaire des magasins

Jérôme Béguin

Réunie la semaine dernière, l'assemblée générale des vendeurs et des vendeuses d'Unia Neuchâtel a fait le point sur les négociations en cours pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) cantonale du commerce de détail. Entrée en vigueur en 2014, cette CCT, à laquelle quelque 500 entreprises et 3300 salariés sont assujettis, selon les chiffres de 2016, expire à la fin de l'année, mais les discussions entre partenaires sociaux, entamées au printemps dernier, n'ont guère avancé.

Les représentants patronaux veulent mordicus arracher un deuxième dimanche d'ouverture des magasins. S'appuyant sur une enquête réalisée auprès du personnel, Unia est prêt à entrer en matière sur cette demande pour autant que les salariés obtiennent une compensation sous forme de temps, que le comité de vente du syndicat avait fixée à un ou deux jours fériés en plus, notamment la journée du 26 décembre. «Les patrons n'ont pas voulu entendre parler du 26 décembre et nous ont fait une contre-proposition: en échange du second dimanche, ils ont proposé de raccourcir de 20h à 19h30 la nocturne du jeudi, mais d'ouvrir le lundi de Pâques, à la Pentecôte

et au Jeûne fédéral. A coup de trente minutes, on obtenait 26 heures de fermeture, mais eux gagnaient 37 heures d'ouverture. Nous ne pouvions pas accepter», relate Céline Dupraz, secrétaire syndicale d'Unia Neuchâtel. L'assemblée a confirmé cette position et décidé de donner un peu de temps de réflexion aux employeurs pour revoir leurs dispositions.

Il a été initialement prévu que les négociations se concluent fin juin. Les horaires ne dépendent pas de la CCT, mais de la Loi cantonale sur les heures d'ouverture des commerces et, donc, d'un amendement par le Grand Conseil, qui, a priori, attend que les partenaires sociaux se mettent d'accord. «Jusqu'à présent, les discussions sont restées cantonnées aux horaires et à la modification de la loi sur les heures d'ouverture, mais les conditions de travail et d'embauche, qui constituent le socle de la CCT, n'ont malheureusement pas encore été abordées», explique Céline Dupraz.

CAHIER DE REVENDICATIONS ADOPTÉ

Un cahier de revendications a été adopté par les participants. «Il comprend des augmentations salariales. Les salaires minimaux n'ont pas évolué depuis 2014; du coup, le salaire minimal pour les non-qualifiés est resté à



Lors de son assemblée générale, le personnel de vente a adopté une série de revendications dont une augmentation de 8% des salaires minimaux.

19 francs l'heure et se situe désormais en-dessous du salaire minimal cantonal de 20,08 francs. Pour le rattraper, nous demandons une augmentation de 8% de tous les salaires minimaux. Nous voulons aussi une revalorisation des salaires réels afin qu'ils s'adaptent à l'évolution du coût de la vie. En ce qui concerne les vacances, nous réclamons cinq semaines pour tout le

monde et six à partir de 50 ans. Nous avons également discuté de limiter le travail sur de courtes périodes; personne, nous semble-t-il, ne devrait se déplacer pour moins de quatre heures, alors qu'aujourd'hui, on peut être appelé pour remplacer un collègue durant une heure à midi. Dernier point important, nous ne menons actuellement qu'une dizaine de contrôles par

année et, à ce rythme, il nous faudrait cinquante ans pour inspecter tous les établissements, nous proposons donc de mettre en place des contributions professionnelles permettant de financer des contrôleurs», détaille la secrétaire syndicale. Voilà une bonne base de négociation. ■

Ensemble à gauche veut harmoniser les horaires des magasins vaudois

Un projet de loi a été déposé dans ce sens

Jérôme Béguin

Ensemble à gauche a déposé la semaine dernière au Grand Conseil vaudois un projet de loi visant à contrer la dégradation des conditions de travail du personnel de la vente et à réduire l'emprise du consumérisme. Il demande la fermeture de tous les commerces à 18h30 en semaine et à 17h le samedi. Vaud est un des rares cantons à ne pas avoir harmonisé les horaires d'ouverture de ses magasins. Les heures proposées sont alignées sur les communes les plus restrictives du canton. Les municipalités auraient toutefois la possibilité de fixer des fermetures plus tardives, jusqu'à 19h en semaine et 18h le samedi, ainsi qu'une nocturne au mois de décembre jusqu'à 21h. «Dans la situation actuelle, ce serait déjà un grand progrès, dans la mesure où, à certains endroits, les commerces sont ouverts jusqu'à 20h ou même 21h», explique Hadrien Buclin, député d'Ensemble à gauche. Les concepteurs du projet de loi ont, en outre, voulu garantir un contrôle démocratique sur les décisions concernant ces horaires, qui devront passer devant les conseils communaux et pourront faire l'objet de référendums. En outre, en cas de changement, les municipalités devront consulter au préalable les syndicats et les associations professionnelles, qui ne pourront toutefois opposer un veto. «Aujourd'hui, à la demande de grands groupes, des municipalités prennent des décisions sans consulter personne, pas même leur Parlement de ville. Ici au moins, le syndicat serait alerté et pourrait préparer une contestation», justifie Hadrien Buclin. Il

faudra attendre au moins une année avant que la nouvelle loi ne soit examinée par le Grand Conseil. Le jeune député ne se fait cependant guère d'illusion sur ses chances face à la majorité de droite, mais il espère qu'elle permettra de porter le débat sur la place publique. «Le refus d'une extension des horaires à Nyon, qui a exprimé le ras-le-bol de la population pour ces heures tardives, aussi bien que le mouvement porté par des milliers de jeunes en faveur du climat, la critique du consumérisme du type Black Friday ou encore la grève féministe, sachant que la majorité des salariées concernées sont des femmes, montrent que la conjoncture est bonne pour lancer une offensive sur cette question.»

Unia n'a pour l'heure pas pris position sur la démarche du groupe de gauche. «Il nous aurait fallu plus de temps pour pouvoir analyser le projet, consulter la base et revenir avec un avis. Si la volonté de ne pas étendre les horaires est bien là, il existe, d'une ville à l'autre, beaucoup de différence sur ces horaires, d'où la nécessité de sonder les travailleurs à large échelle», souligne le responsable du secteur tertiaire d'Unia Vaud, Giorgio Mancuso. «D'après notre expérience, le personnel de vente se rangerait plutôt derrière une convention collective qu'un projet de loi. Mais c'est une bonne chose que l'on débattenne des horaires, que cela soit autour d'un projet de loi ou d'une convention collective. Il faut que cesse les attaques sur les horaires.» ■

«Il n'existe pas d'huile de palme durable»

Un référendum a été lancé contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. L'huile de palme au cœur de la contestation

Sonya Mermoud

Stop huile de palme! C'est sous ce mot d'ordre que plusieurs organisations, Uniterre en tête, ont lancé un référendum contre l'accord de libre-échange de l'AELE avec l'Indonésie, approuvé par le Parlement en décembre. Une démarche inédite, précise Rudi Berli, président de la section genevoise du syndicat agricole, nécessitée par des monocultures qualifiées de «véritable catastrophe» en raison de leur impact environnemental et social. Les opposants dénoncent la perte d'immenses zones de forêt tropicale, l'usage de pesticides, le déplacement de populations autochtones et de petits exploitants chassés de leurs terres ou encore le travail des enfants. «L'huile de palme durable n'existe pas. C'est de l'éco-blanchiment», affirme le syndicaliste. Pour l'alliance réunissant entre autres le parti Nouveau Radical du vigneron Willy Cretegnny, Solidarité sans frontières, la Grève pour le climat, les Jeunes Verts, etc. – il manque des mécanismes de contrôle efficaces et des sanctions contraignantes. Rudi Berli fustige aussi une concurrence déloyale avec les produits locaux. «Cette huile se substitue à celles indigènes: col-

za et tournesol, en particulier. Elle est aujourd'hui déjà bon marché et va encore mettre la pression sur les huiles suisses en bénéficiant d'importantes réductions tarifaires. Nous devons préserver la production nationale de graines oléagineuses.» Si notre pays n'est pas autosuffisant en la matière – la production suisse couvre 35% des besoins – il doit, estime le représentant d'Uniterre, se fournir chez ses voisins. «Avant, nous commerçons uniquement avec l'Europe pour l'huile. Une proximité que nous devons privilégier. Cet accord donne un mauvais signal, crée un appel d'air. Il n'est pas cohérent avec une politique qui envisage un virage écologique.»

LOGIQUE DU PASSÉ

Dans son argumentaire, le comité référendaire met aussi en avant les dégâts du commerce mondial qui a «entraîné la destruction de l'environnement»: «Compte tenu de la crise climatique, le transport de marchandises doit être limité. Dans la plupart des pays, le libre-échange n'a augmenté ni la prospérité ni la qualité de vie et ne sert que les intérêts économiques des multinationales.» Rudi Berli prévient: «Nous contesterons tous les accords de ce type. Nous devons lutter contre cette dérégulation commerciale linéaire, qui appartient à une logique du passé, et réguler le marché selon des critères environnementaux et sociaux.» D'ores et déjà dans le colimateur, l'accord entre Berne et les pays sud-américains du Mercosur. Pour le militant, la Suisse fait déjà suffisamment d'affaires avec l'Indonésie, un partenaire économique important dans cette région du globe, avec un volume d'échanges s'élevant à 1,4 milliard de francs par année. La convention en question n'offrirait-elle aucun avantage pour les agriculteurs helvétiques? «Très peu d'Indonésiens mangent du gruyère. Et, le cas échéant, il s'agira de personnes riches, qui accepteront d'y mettre le prix.»

Le comité d'initiative a jusqu'au 9 avril pour récolter les 50 000 signatures exigées. S'il parvient à réunir les paraphes à temps, il se montre plutôt optimiste quant au verdict des urnes. «Lors des débats sur la question, plusieurs initiatives de cantons ont demandé d'exclure l'huile de palme de l'accord. Au Parlement, 40% des élus se sont positionnés dans ce sens. Au minimum, on devrait obtenir une application plus stricte des critères de durabilité.» ■

LES MILITANTS FOURBISSENT LEURS ARMES DE CAMPAGNE

L'initiative syndicale pour un salaire minimum cantonal est au menu des votations genevoises du 17 mai

Jérôme Béguin

Le 17 mai prochain, les Genevois sont appelés à se prononcer sur l'initiative des syndicats et de la gauche «23 francs, c'est un minimum!» Au printemps 2018, les signatures pour cette initiative avaient été récoltées en un temps record, en trois semaines seulement. Le texte demande d'introduire un salaire minimum cantonal de 23 francs l'heure, correspondant à 4086 francs mensuels pour 41 heures de travail hebdomadaires, et de prévoir des contrôles et des sanctions. Pour mémoire, c'est la troisième fois que les citoyens du bout du lac voteront sur le salaire minimum. En 2011, ils avaient rejeté par 54,2% des suffrages une initiative de Solidarités, qui portait sur le principe d'un salaire minimum sans proposer formellement de montant. Puis, en 2014, lors du scrutin sur l'initiative fédérale de l'Union syndicale suisse «Pour la protection de salaires équitables», qui évoquait une rémunération de 4000 francs au moins, le refus était monté à 66%. Les initiateurs sont bien conscients que la troisième manche ne sera pas simple et ont décidé de partir tôt en campagne. Un comité a été constitué le 1^{er} février et, la semaine dernière, Unia a organisé deux séances d'information à l'attention de ses membres et des personnes intéressées. L'occasion de rappeler les enjeux, d'échanger et de mobiliser en vue de la campagne.

LE DROIT À UN SALAIRE DÉCENT

«Près de 10% des salariés à Genève gagnent moins de 23 francs l'heure, soit environ 30 000 personnes, il s'agit pour deux tiers de femmes travaillant dans des branches comme l'hôtellerie-restauration ou le nettoyage. Avec moins de 4000 francs, il est diffi-

cile de vivre à Genève et très souvent ces travailleurs et ces travailleuses doivent recourir à l'aide et aux prestations sociales. Ce faisant, les employeurs reportent sur le public et les contribuables ces coûts sociaux», a lancé Alejo Patino, secrétaire syndical d'Unia Genève, en préambule de l'une de ces réunions d'information que nous avons suivie. «Nombre de salariés concernés n'ont pas le droit de vote. Nous devons faire comprendre aux employés qui sont au-dessus de 4000 francs et qui vont voter, que le salaire minimum ne va pas influencer négativement sur leur emploi ni tirer leur salaire vers le bas. Au contraire, un socle de 4000 francs permet d'améliorer le pouvoir de négociation, de pousser les salaires vers le haut et, comme nous le montre l'exemple de Neuchâtel ou de l'Allemagne, la mesure n'a pas de conséquences sur le taux d'emploi. Dans les discussions, on nous objecte régulièrement que les travailleurs en question n'ont qu'à choisir un autre emploi. Mais qui va faire leur travail? Et tout travail mérite un salaire décent, c'est l'élément central de notre campagne. Si on répond en demandant comment on fait pour vivre à Genève avec un tel salaire, on sensibilise toutefois nos interlocuteurs à la difficulté.»

LA BATAILLE SERA RUDE

«Il est difficile de prendre un autre chemin lorsqu'on ne reconnaît pas nos diplômes et que l'on ne nous propose que le nettoyage», a expliqué un travailleur, ingénieur aéronautique dans son pays d'origine, la Colombie. Après avoir travaillé durant vingt ans à l'aéroport de Cointrin comme nettoyeur, il est tombé malade il y a une année et son médecin lui a prescrit de chercher un emploi moins physique. Son salaire horaire affichait alors 21,45 francs. «J'ai



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

Le texte demande l'introduction d'un salaire minimum cantonal de 23 francs l'heure, correspondant à 4086 francs mensuels pour 41 heures de travail hebdomadaires. Un montant similaire à celui réclamé sans succès en 2014 par l'initiative fédérale de l'Union syndicale suisse «Pour la protection de salaires équitables».

suivi une formation horlogère, mais je n'ai pas encore trouvé un poste dans cette branche.» Originaire de Pologne, aujourd'hui secrétaire syndical, Artur Bienko a, lui, galéré comme sans-papiers entre la fin des années 1990 et le début 2000, d'abord dans les vignes valaisannes pour 7 francs l'heure, puis comme cuisinier payé 2500 francs. «Avec deux enfants, je ne m'en sortais pas, a-t-il avoué. Il faut que nous trouvions des personnes prêtes à témoigner et à s'engager, la bataille sera rude et, sans la mobilisation des travailleurs, nous risquons de ne pas la gagner.»

«L'idée est que les secrétaires syndicaux ne soient pas les seuls à porter cette campagne. Nous allons commencer les tractages dans la rue et on peut s'inscrire pour prendre part à un stand. Toutes les personnes intéressées sont, en outre, invitées à participer au comité de campagne et à y apporter des idées, en particulier les travailleurs», a dit Alejo Patino.

L'une des idées de campagne consiste à impliquer les jeunes engagés en faveur du climat préparant la journée de grève du 15 mai. Le collectif d'organisation a justement pris position sur le sa-

laire minimum et l'initiative de limitation de l'UDC, autre objet important au menu des votations du 17 mai, a rapporté l'un de ses représentants. «Nous allons tirer un tract et nous réfléchissons à d'autres options dans le cadre des ateliers prévus dans les écoles.» ■

Pour obtenir des renseignements et participer: Nadine Frei, nadine.frei@unia.ch, 022 949 12 50.

Un procès pour la liberté syndicale

A la suite du licenciement d'un délégué syndical horloger, la tentative de conciliation a échoué. Ce sera au juge de trancher

Aline Andrey

La conciliation n'a pas abouti. Lundi 3 février, Mickaël Bédard, horloger de métier, se rend au Tribunal d'arrondissement d'Yverdon. A ses côtés, son avocat Nicolas Mattenberger. Face à lui, son ancien patron à la tête de l'entreprise hor-

logère Dubois & Dépraz de la vallée de Joux, accompagné de son avocat. Une délégation d'Unia est venue soutenir le jeune horloger, mais l'audience n'est pas publique. Au bout d'une vingtaine de minutes, la conciliation échoue. M^e Nicolas Mattenberger tient à la confidentialité des échanges et résume: «Leur proposi-

tion était inacceptable.» Un procès se tiendra donc au Tribunal d'arrondissement d'Yverdon dans quelques mois. L'avocat explique: «Ce sera alors à l'employeur de prouver le caractère non abusif du licenciement.» Pour Mickaël Bédard le montant d'une éventuelle indemnité importe peu. Il se bat avant tout pour la cause. «Pour les prochains», lance-t-il. Soit tous les délégués syndicaux qui, comme lui, pourraient subir des pressions, jusqu'au licenciement, pour des raisons fantômes. Raphaël Thiérmard, responsable Unia de l'horlogerie, souligne: «Ce procès est emblématique et compte beaucoup pour les délégués syndicaux.» L'Organisation internationale du travail (OIT), elle-même, estime que ces derniers ne sont pas assez protégés des licenciements en Suisse.

Pour mémoire, le jeune horloger a été mis à la porte, brutalement, le 24 juin 2019 en fin de journée, alors que tous les employés avaient déjà quitté l'usine. Et ce, pour une erreur dans le contrôle de pièces horlogères. «Une faute professionnelle grave», selon la direction. Mickaël Bédard n'a alors pas l'occasion de s'expliquer: «Ça a été très dur. Je me suis senti si mal. Ça pèse une histoire

pareille.» A 27 ans, ce licenciement signifie la fin de sa carrière dans l'horlogerie. «J'ai travaillé six ans dans cette entreprise, et j'ai eu une très bonne évaluation début 2019, la meilleure de ma carrière. Preuve que je travaillais dur, et encore plus depuis que j'étais délégué, pour éviter qu'on ne me reproche mon engagement syndical. Même en représentant mes collègues, j'ai toujours milité hors de mes heures de travail. Or, la seule fois où j'ai oublié de badger une pause, j'ai eu droit à un avertissement.» L'été dernier, il a reçu le soutien de nombreux syndicats et du président de l'USS Pierre-Yves Maillard. Une pétition pour sa réintégration a été signée par plus de 1600 personnes.

Depuis, après le désespoir, Mickaël Bédard a rebondi. Obligé de se reconverter, il a trouvé une place de stage dans une institution pour personnes handicapées. Il sourit: «Je revis, c'est tellement humain!» ■



Unia avait déjà soutenu l'horloger quand il avait été congédié, organisant devant l'entreprise une manifestation pour dénoncer un licenciement anti-syndical.

NEIL LABRADOR/ARCHIVES

BRÈVE

PHILIP MORRIS: UNE CERTAINE PEUR RESSENTIE...

A la suite de la restructuration envisagée par Philip Morris, Unia a organisé la semaine passée deux assemblées du personnel – l'une en français, l'autre en anglais – dans les locaux de la multinationale, à Lausanne. Rappelons que le cigarettier a annoncé vouloir supprimer 265 postes dans la capitale vaudoise et à Neuchâtel. Première phase d'une restructuration qui sera suivie, en avril, d'une nouvelle vague de licenciements (voir le dernier numéro de L'ES). Quelque 120 employés au total ont participé aux rencontres et pris connaissance de leurs droits dans le cadre de la procédure de consultation qui court jusqu'au 2 mars. «Nous les avons aussi informés de la manière dont le syndicat peut les aider sous réserve qu'ils lui en donnent le mandat», précise Abdou Landry, secrétaire syndical d'Unia. Si les travailleurs, note le syndicaliste, s'attendaient à des réductions des effectifs, ils ne partagent pas les motifs avancés. Ils ne manifestent guère, en outre, d'intérêt pour les éventuelles propositions de l'employeur de partir travailler à Londres, Lisbonne ou Cracovie – 60% des postes menacés pourraient être déplacés vers les autres sites de la multinationale dans ces villes. «Des participants ont aussi exprimé leur désaccord sur la manière de procéder de l'entreprise, avec des vagues de licenciements en deux temps, s'interrogeant sur cette tactique susceptible de les diviser.» Reste à savoir s'ils voudront se mobiliser pour tenter d'abord de sauver des postes de travail et, ensuite, négocier un meilleur plan social. «Nous leur avons conseillé de parler entre eux et de tenter de créer une délégation de négociations. Nous attendons leur réponse.» A l'heure où nous mettons ce journal sous presse, ce lundi, les employés avaient encore un jour pour décider s'ils entendaient s'organiser et solliciter Unia. «Une petite minorité semble bien déterminée. Mais nous avons également ressenti chez les employés de la peur, bien que nous les ayons assurés de leur bon droit; et alors que le dialogue avec la direction a été constructif. Les salariés ignorant encore qui sera licencié, certains espèrent aussi, en restant en retrait, échapper à cette issue.» ■ SM

COUP DE PROJO SUR LA BOLEX

La petite caméra suisse est l'objet d'une exposition à Genève

Jérôme Béguin

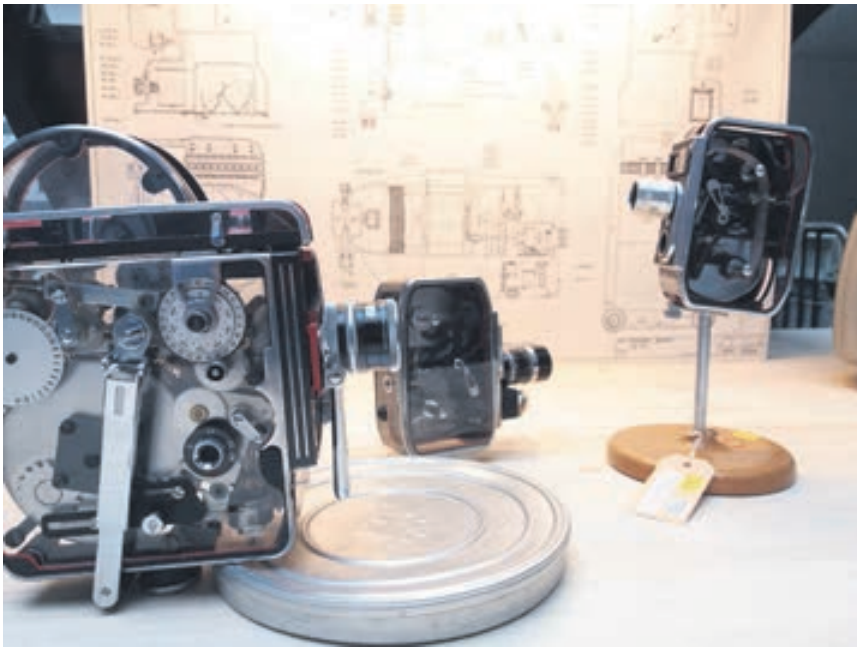
À Genève, l'Association pour le patrimoine industriel (API) consacre une exposition à la Bolex, cette petite caméra suisse accessible à tout un chacun et qui connut son heure de gloire dans la seconde partie du XX^e siècle. Des dizaines de modèles, prototypes, projecteurs, accessoires, publicités, photos et autres documents sont à découvrir à la rue du Vuache, à deux pas de la gare Cornavin, jusqu'à fin mars. Une partie du matériel exposé appartient à Franck Vacheron, médiateur culturel à l'API qui a mis sur pied cette manifestation. D'autres objets prêtés proviennent de Sainte-Croix, haut lieu de l'horloge-

rie où, entre les années 1930 et 1960, la société Paillard produisait cette caméra devenue mythique. «Le développement des modèles a bénéficié du savoir-faire horloger, c'est certain», nous a expliqué Franck Vacheron durant notre visite, en nous montrant un modèle habillé d'un verre transparent qui fait penser à une montre. Avec la machine à écrire Hermès, la Bolex a fait la fortune de Paillard, qui devint l'une des plus grandes entreprises industrielles de notre pays durant la décennie 1960. Dans les meilleures années, entre 4500 et 6000 employés dans le Nord vaudois et 2000 autres dans le monde fabriquaient de 10 000 à 14 000 caméras 16 mm par mois, avant que la concurrence japonaise, l'arrivée du su-

per-8, puis de la vidéo ne sonnent le glas de cette aventure technique et industrielle.

Le second volet de l'expo est consacré aux films tournés en Bolex. Dans une salle obscure de l'API sont affichées des photos de réalisateurs. On reconnaît là Kubrick, Lynch, Spielberg, Tarantino... Entre autres. Il suffit d'y pointer son smartphone avec l'app Artivive pour qu'apparaissent de petites séquences d'images. «La Bolex est une caméra accessible qui a permis à des amateurs de faire des films, mais des réalisateurs indépendants s'en sont aussi emparés. Avec ce matériel léger, ils ont créé un langage plus fluide, ils ont imaginé des plans qu'ils n'auraient pu réaliser avec une grosse caméra. Cela a contribué, par exemple, à lancer la Nouvelle Vague du côté américain», souligne Franck Vacheron, lui-même cinéaste sous la signature de Franck Na. C'est dans cette même salle que l'API projette en soirée des dizaines de courts et de longs métrages, ainsi que des documentaires en tout genre le temps de l'expo. On pourra en apprendre plus sur l'histoire de l'appareil et sur son inventeur, Yakov Bogopolsky (dit Boolsky en Suisse, puis Bolsey aux Etats-Unis), lors de la projection le 28 février à 19h30 de *Beyond the Bolex*, réalisé par sa petite-fille, Alyssa Bolsey. ■

«La caméra Bolex», Association pour le patrimoine industriel (Rue du Vuache 25, Genève), du lundi au vendredi de 10h à 17h ou sur rendez-vous, jusqu'au 28 mars, visites guidées et pour groupes sur inscription (ecomuseeapi@gmail.com, 022 340 44 10), infos et programme des projections sur: patrimoineindustriel.ch



NA PHOTO

Des dizaines d'exemplaires de caméras Bolex sont exposés dans les locaux de l'Association pour le patrimoine industriel (API), dont un curieux modèle transparent.

AGENDA UNIA

FRIBOURG & VAUD

DÉCLARATION D'IMPÔT

Forte d'une expérience fiscale de plus de 20 ans, notre équipe vous propose, cette année encore, notre service fiscal pour le remplissage de votre feuille d'impôt.

La formule est simple:

- Vous nous contactez directement au numéro indiqué ci-dessous.
- Nous vous donnons un rendez-vous pour l'endroit de votre choix.
- NOUVEAU: Nous remplissons aussi votre déclaration par correspondance.

Prendre rendez-vous au 077 494 70 51 pour les lieux et dates ci-dessous. Téléphone les lundi, mercredi et jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

GRANGES-PACCOT

Café du Lavapesson, rte de la Chenevière 3: les vendredis 14, 21 et 28 février et les 6 et 13 mars.

FRIBOURG

Secrétariat Unia, route des Arsenaux 15: les samedis matin 15, 22 et 29 février et les 7 et 14 mars. Les samedis après-midi 22 et 29 février et 14 mars.

VUADES

Café de la Gare: les mardis 11, 18 et 25 février et 3, 10 et 17 mars.

LAUSANNE

CPO, chemin du Beau-Rivage 2.

Prix:

Feuille simple / locataire / maximum 5 titres: Non membre: 80 fr. Membre: 50 fr.**
Feuille propriétaire / locataire dès 6 titres: Non membre: 100 fr. Membre: 70 fr.**
**sur présentation de la carte de membre

CHALET DE L'ENTRAIDE OUVRIÈRE DE LA GRUYÈRE Assemblée

Le Chalet de l'Entraide Ouvrière de la Gruyère tiendra son assemblée annuelle le vendredi 27 mars à 20h dans ses locaux, à Montbarry-Le Pâquier.
Ordre du jour: **1** Bienvenue et liste de présences. **2** Procès-verbal de l'assemblée du 29 mars 2019. **3** Rapport du président. **4** Rapport du caissier. **5** Rapport des vérificateurs et approbation des comptes. **6** Nominations statutaires. **7** Activités et travaux 2020: chalet, route des Cavues, source etc. **8** Divers.

A l'issue de l'assemblée, nous aurons le plaisir de vous servir une collation. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer. Merci.

Tous les collègues intéressés au Chalet sont cordialement invités à participer à cette assemblée.

Transport et excuse: 026 912 56 91, ou 079 944 85, ou raymond.remy@websud.ch

Au nom du Comité, Raymond Remy, président

Participants à l'assemblée du Chalet de l'Entraide Ouvrière de la Gruyère: Unia, Syndicom, SEV, SSP, USF, PS la Gruyère et ses sections, membres libres.

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES SANS STATUT LÉGAL

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h. La permanence a lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

DÉCLARATION D'IMPÔT

Comme chaque année, nous sommes prêts à vous aider à remplir votre déclaration d'impôt. Merci de vous référer à ce qui suit:

LE LOCLE

Vous pouvez sans autre passer au secrétariat le jeudi 20 février de 13h30 à 18h30, le jeudi 27 février de 13h30 à 18h30 et le vendredi 13 mars de 13h30 à 18h30.

VAL-DE-TRAVERS

Vous êtes prié de passer au secrétariat de Fleurier le vendredi matin de 9h30 à 12h auprès de Brigitte Vermot muni de votre déclaration ainsi que de tous les documents adéquats. Votre dossier sera traité à Neuchâtel.

LA CHAUX-DE-FONDS

Prendre rendez-vous à l'Union Ouvrière par téléphone, au 032 913 45 48.

NEUCHÂTEL

Vous pouvez passer auprès de notre secrétariat. Un spécialiste des impôts sera présent, chaque mardi jusqu'au 31 mars de 9h à 12h et de 13h30 à 18h. Merci de respecter cet horaire.

Ce service est rendu **uniquement** aux membres d'Unia en ordre avec leurs cotisations et nous ne remplissons pas les déclarations d'autres membres de la famille non-affiliés.

Attention: Afin de couvrir une partie des frais en personnel externe qui doit être engagé pour cette campagne d'établissement de déclarations d'impôt nous nous permettrons de vous demander une petite contribution financière:
· Actifs: 30 fr.
· Retraités, AI, étudiants/apprentis: 10 fr.
· Prestations complémentaires, membre à l'action sociale: gratuité.
Cependant, en cas de déclaration complexe, nous nous réservons le droit de facturer un supplément.

La liste des documents nécessaires est disponible auprès du secrétariat.

VALAIS

FORMATION

Bilan de compétences

Besoin de faire le point et de définir vos objectifs? Le bilan de compétences peut vous aider. Il permet d'évaluer les expériences acquises dans tous les domaines de la vie, tant au niveau professionnel, familial, de formation ou encore d'engagement bénévole. Une séance d'information vous est proposée à Sion pour vous présenter cette possibilité. En cas d'intérêt, il est indispensable d'y participer. La séance aura lieu: **jeudi 20 février à 19h, au secrétariat Unia, rue de la Dent-Blanche 9 à Sion.**

Informations et inscription: Nilüfer Demir, 076 321 06 10, niluefer.demir@unia.ch; Francine Zufferey, 079 540 60 18, francine.zufferey@unia.ch

VAUD

SECRÉTARIATS

Les **secrétariats** de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606. Depuis la France au 0041 848 606 606.

PERMANENCES SYNDICALES

Aigle: chemin de la Zima 2. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, 1^{er} samedi du mois de 9h à 11h. Patronat Ital/Uil: de 15h à 17h30, 1^{er} et 3^e mercredi du mois.

Crissier: rue des Alpes 51. Mardi de 16h à 18h30.

Lausanne: place de la Riponne 4.

Solidarité avec les grévistes français



À l'initiative de Solidarités, un rassemblement de soutien au mouvement social contre la réforme des retraites en France a rassemblé une vingtaine de personnes mercredi à Genève. «Macron comme PV2020, c'est non!», pouvait-on lire sur l'une des pancartes brandies. Témoignant de leur solidarité envers les grévistes en lutte depuis le 5 décembre dernier, dénonçant les violences policières, deux orateurs, Pierre Bayenet et Sébastien Bertrand de Solidarités, ont critiqué le système de retraites fondé sur la capitalisation et plaidé pour la répartition. Le projet du gouvernement Philippe-Macron, qui vise notamment à calculer les rentes sur l'ensemble de la carrière et non plus sur les meilleures années, ainsi qu'à repousser l'âge de départ de 62 à 64 ans, est maintenant entre les mains de l'Assemblée nationale, qui doit l'examiner dès le 17 février. Le syndicat Unsa-RATP a appelé les salariés à se mobiliser massivement ce jour-là, avec pour objectif un «lundi noir dans les transports». «On est loin d'être à la fin du mouvement», a déclaré jeudi dernier le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, à l'issue de la neuvième journée d'action, qui a vu 130 000 personnes défiler à Paris selon le syndicat. Outre le 17 février, une nouvelle journée de convergence de grèves et de manifestations est d'ores et déjà prévue pour le 20 février. ■ **JB**

BRÈVE

POUR UN SYNDICALISME ÉCOLOGIQUE

Le 27 février l'Union syndicale vaudoise (USV) et la Grève du climat Vaud invitent à une soirée de discussion et de réflexion autour du manifeste vaudois pour la «Grève pour l'avenir» du 15 mai prochain et des liens entre syndicalisme et écologie. De nouveaux droits pour les travailleurs doivent s'inscrire dans «une logique de décroissance temporaire et nécessaire», indiquent les organisateurs. «Notre objectif n'est pas de faire payer le prix des dégâts environnementaux aux salariés par des taxes sur la consommation ou l'essence, mais plutôt de taxer directement les entreprises qui détruisent la planète.» S'ensuivent de nombreuses propositions: une baisse du temps et des rythmes de travail, sans réduction de salaire et avec embauches correspondantes, un soutien aux activités durables et à la transition professionnelle assurant le plein-emploi, le développement des services publics socialement utiles et écologiquement durables (logement, énergie, santé, formation), l'encouragement de la mobilité douce, un changement immédiat des politiques d'investissement des caisses de pension vers des secteurs écoresponsables, entre autres. Et les militants d'ajouter dans leur invitation: «Toutes ces pistes, et d'autres encore, nous devons les explorer ensemble et les transformer en luttés dans nos lieux de vie, de travail et de formation, avec comme objectif une gestion plus démocratique et écologique des moyens de production et des services, dans l'espace et le temps.» ■ **AA**

Discussion sur la Grève du 15 mai, jeudi 27 février, 20h, Maison du peuple (place Chauderon 5, salle Jean-Villard Gilles), Lausanne.

Lundi de 14h à 17h30, mardi et jeudi de 14h à 18h30, samedi de 9h à 11h.

Le Sentier: Grand - Rue 44.

Mardi et jeudi de 14h à 18h.

Morges: Grand - Rue 73 - 75. Mardi de 16h à 18h30.

Nyon: rue de la Môrache 3. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le premier et le dernier samedi du mois.

Payerne: rue du Simplon 10. Jeudi de 16h à 18h30.

Vevey: avenue Paul-Cérésolo 24. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le premier et le dernier samedi du mois.

Yverdon: rue Haldimand 23. Mardi et jeudi de 16h à 18h30, samedi de 9h à 11h, sauf le dernier samedi du mois.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80.

Crissier: 021 612 00 40.

Morges: 021 811 40 70.

Nyon: 022 994 88 40.

Yverdon: 024 424 95 85.

Le Sentier: 021 845 62 66.

Vevey: 021 925 70 01.

Aigle: 024 466 82 86.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT

Notre secrétariat est ouvert **uniquement les après-midis sauf le mercredi.**

Heures d'ouverture:

Lundi de 13h30 à 17h30.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.

Vendredi de 13h30 à 16h.

Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

NORD VAUDOIS

DÉCLARATION D'IMPÔT

Unia Nord vaudois vous aide à remplir votre déclaration d'impôt (citoyens suisses et permis C). Rendez-vous au secrétariat, av. Haldimand 23, à Yverdon-les-Bains aux dates suivantes: **le samedi 7 mars de 9h à 11h et le samedi 14 mars de 9h à 11h.**

Le prix est fixé à 50 fr. pour chacun.

La liste des documents nécessaires est disponible auprès du secrétariat.

RIVIERA - EST VAUDOIS

AIGLE

Syndicat et caisse de chômage:

Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans leurs locaux au chemin de la Zima 2, 3^e étage.

Guichet de la caisse de chômage:

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Permanences téléphoniques: Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h.

Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

«ON N'EST PAS EN TRAIN DE SAUVER DES VIES, ON FAIT DU CAFÉ!»

Les travailleurs de Nespresso n'en peuvent plus. Avec Unia, ils exigent le retour à leur ancien horaire, et des négociations pour améliorer les conditions de travail à Orbe, Avenches et Romont

Textes Sylviane Herranz

«**A**vec ce nouvel horaire de 4x8, c'est infernal. Nous n'avons plus que deux week-ends de congé par mois et faisons jusqu'à 82 heures d'affilée, sur neuf jours, avec un seul jour de repos entre deux. Ça fait une moyenne de 10 heures par jour.» Bernard* est à bout, après l'introduction de nouveaux horaires, le 1^{er} janvier 2019, dans les trois sites de production des capsules Nespresso à Orbe, Avenches et Romont. Il était de ceux qui avaient combattu, en mai 2018 déjà, pour que Nespresso ne les instaure pas. Il donne l'exemple d'une de ces semaines épuisantes: après deux jours de repos, les salariés travaillent le samedi et le dimanche 12 heures par jour (de 6h30 à 18h30 environ), puis lundi et mardi durant 8 heures (de 14h à 22h). Ils ont congé le mercredi et reprennent le jeudi et le vendredi de nuit (de 22h à 6h ou 7h), puis cumulent deux autres nuits de 12 heures le samedi et le dimanche (de 18h30 à 6h30). En tout, plus de 82 heures avant d'avoir deux jours de repos et de reprendre le travail trois jours de suite. Des horaires inhumains, validés par le Seco, s'indigne le travailleur. «Les gens sont fatigués, beau-



THÉRIE PORCHET/ARCHIVES

Alerté par les travailleurs de Nespresso à Orbe, Avenches et Romont sur le projet de nouveaux horaires, Unia a mené plusieurs actions pour que le personnel soit entendu. En mai 2018 déjà, il protestait avec les salariés devant le siège de Nespresso à Lausanne.

coup sont malades, ou partent. Même des chefs avec de nombreuses années d'ancienneté sont partis. Oui, nous demandons un retour aux 5x8. Avant, nous travaillions deux week-ends et en avions trois de congé», dit-il, ajoutant que 90% du personnel était contre ces nouveaux horaires. «Ils nous ont dit: "Soit tu signes le nouveau contrat, soit tu es licencié." En plus, nous sommes passés de 41h à 43h hebdomadaires.» Quant à sa vie privée, il paie un lourd tribut: «Si tu veux faire du sport en équipe, tu oublies. J'ai une amie, parfois je ne fais que la croiser. C'est très compliqué pour les personnes qui ont des enfants. Certaines sont au bord du divorce.» Il ajoute que les hommes composent la majorité du personnel, mais, selon les sites, les équipes sont constituées de 5% à 10% de femmes.

HORAIRES NUISIBLES

«Depuis l'introduction des 4x8, et les heures supplémentaires, on gère beaucoup moins bien le temps de repos. Au fil des mois qui passent, la fatigue s'installe. On voit beaucoup moins nos familles. Avant, ce n'était déjà pas la joie, mais là, je ne croise plus mon conjoint», raconte Louise*, ouvrière de production. «On rentre, on dort. Si on veut rester avec sa famille, on ne dort pas et ça se répercute sur la santé. Cet hiver, j'enchaîne les rhumes et autres pépins. Je suis rentrée du travail ce matin à 6h, je me suis levée à midi pour

faire mon ménage, mais je me suis rendormie», poursuit Louise, réveillée par notre téléphone en fin d'après-midi. «Durant ces semaines de neuf jours, c'est impossible de voir ses enfants. Nous sommes obligés de prendre sur nos vacances pour passer du temps avec eux, ce n'est pas normal.» Louise ne supporte pas le double discours de Nespresso qui dit prendre soin de la santé de son personnel et vante le bien-être. «C'est un comble quand vous savez que ces 4x8 ce n'est que pour accumuler toujours plus d'argent. Nespresso pourrait très bien survivre en mettant en place des horaires plus humains. On ne conduit pas consciemment des personnes au cancer ou à la mort pour donner du plaisir aux gens avec des capsules de café!»

RAS-LE-BOL

De son côté, Paul*, ouvrier de production, abonde: «Avant qu'ils nous imposent ces 4x8, nous voulions demander une baisse du temps de travail à 40h par semaine, pour pallier la pénibilité des horaires! Là, ils ont fait le contraire, ils ont empiré la situation. Cet horaire est une catastrophe. Moralement, c'est très dur, on ne voit pas le bout de notre travail. En fin d'année, nous avons eu dix jours de repos. Dès que j'ai remis un pied dans l'usine, une énorme fatigue est revenue. On fait des heures supplémentaires pour les reprendre ensuite pour nous reposer, c'est ridicule!» Il

indique encore que, sous la pression d'Unia, la direction vient d'accorder le paiement des heures supplémentaires avec les primes d'équipe. Mais pour lui, c'est seulement pour se donner bonne conscience. «Les 4x8, on n'en veut pas! En plus, la direction dit qu'elle a fait un sondage et que tout va bien. On a été abasourdis! Quant aux représentants du personnel, ils n'ont rien à dire, c'est la direction qui leur dicte ce qu'il faut faire. Je comprends que les collègues aient peur. C'est pour cela qu'il faut que la délégation syndicale soit reconnue. C'est important d'avoir des gens extérieurs, et c'est un droit!» Paul compare la pénibilité du travail à un sprint, récompensé à l'arrivée par la retraite. «Sauf que là, tu arrives à la moitié du parcours et tu meurs... On n'est pas en train de sauver des vies, on est en train de faire du café! Les horaires irréguliers ont été faits pour les médecins ou d'autres professions qui le nécessitent. Là, ils libéralisent tout, parce qu'arrêter les machines, ça coûte cher. On est en train de régresser, je ne veux pas laisser ça à mes enfants. Ceux qui nous dirigent doivent savoir que les travailleurs en ont ras-le-bol.» ■

*Prénoms d'emprunt.

SONDAGE ATTESTANT DE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Alerté par les travailleurs de Nespresso à Orbe, Avenches et Romont sur le projet de nouveaux horaires, Unia a mené plusieurs actions pour que le personnel soit entendu. En mai 2018 déjà, il protestait avec les salariés devant le siège de Nespresso à Lausanne. Malgré cette mobilisation, les nouveaux horaires sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2019. En novembre passé, le syndicat a organisé un sondage. Quelque 240 travailleurs des trois sites ont répondu, soit entre 40% et 50% du personnel. Les 97% des employés ayant participé travaillent en équipe, 98% avec un contrat fixe. Le sondage confirme les plaintes des salariés: 74,1% trouvent les conditions de travail chez Nespresso très stressantes, 88% qu'elles se sont dégradées en 2019 et 60% disent chercher un nouvel emploi. Le passage en horaire 4x8 arrive en tête des causes de la dégradation, suivi de l'absentéisme et du départ des collègues. Les 94,5% des sondés se sentent très fatigués.

«Notre sondage dit clairement qu'il y a de la souffrance au travail», souligne Nicole Vassalli, secrétaire syndicale à Unia Vaud. Elle rappelle que, depuis des années, Nespresso refuse d'instaurer un partenariat avec le syndicat. «Le directeur des trois sites nous a bien reçus à la mi-janvier, mais n'a pas accepté que deux travailleurs, délégués syndicaux, participent à la séance. Ils ont dû rester à la cafétéria! Nous lui avons transmis trois revendications: la redéfinition d'une organisation du travail moins nocive pour la santé, avec l'ensemble des employés, les représentants du personnel et la délégation syndicale, soit la fin des 4x8; l'analyse en profondeur du malaise actuel en mandant l'Institut de santé au travail (IST); et enfin l'amélioration de la participation et de la prise en considération des travailleurs avec le respect des libertés syndicales et la reconnaissance des délégués syndicaux.»

La direction n'ayant pas donné de réponse sur ces trois points au 31 janvier, délai posé par Unia, le syndicat a décidé de dénoncer la situation devant les médias. «Le directeur a proposé une séance en mai, sans dire un mot sur ces trois revendications. Le moment de dire *Stop!* est arrivé!» Nous avons une responsabilité en tant que syndicat, nous ne pouvons pas être complices de cette situation. Si, un jour, il y a un mort, on ne veut pas l'avoir sur la conscience», lance la secrétaire syndicale, espérant que Nespresso réagisse aux exigences des salariés et d'Unia, soutenues également par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA). Si ce n'est pas le cas, d'autres actions seront envisagées. ■

Vaudoise aréna: une situation qui patine

Le syndicat Unia, fort des témoignages du personnel, dénonce les dysfonctionnements du Centre sportif de Malley

Aline Andrey

Comme rapporté dans notre édition précédente, le sous-effectif chronique, la surcharge de travail et les fortes tensions avec la direction ont entraîné de nombreux arrêts maladie au sein des employés de la Vaudoise aréna, Centre sportif de Malley (CSM). Le syndicat a adressé la semaine dernière, une lettre de 10 pages au conseil d'administration du CSM, avec copie aux communes de Lausanne, Prilly et Renens majoritairement propriétaires. Les griefs soulevés par les salariés, de tous les secteurs,

visent directement les comportements du président du conseil d'administration et du directeur.

«Il y a clairement atteinte à la santé, à l'intégrité et à la personnalité des travailleurs», dénonce Arthur Auderset, secrétaire syndical d'Unia. Les témoignages des employés font état d'angoisse, d'insomnie, de stress, d'épuisement, de souffrance, de perte d'appétit, de sentiment d'impuissance, de peur d'aller au travail...

Les salariés ont exprimé à plusieurs reprises auprès de leur direction les problèmes de management, le sous-effectif, ainsi que le froid régnant dans

le local de pause. A cette liste de griefs s'ajoutent les places de parc supprimées pour les travailleurs alors que certains finissent le travail au milieu de la nuit (ils doivent donc payer le parking de leur poche).

LAXISME DU SDE?

Du point de vue du travail de nuit effectué sans autorisation et sans compensation (depuis des années), il est incompréhensible, selon le syndicat, que le Service de l'emploi (SDE) mis au courant déjà à fin octobre 2019 n'ait pas réagi immédiatement. «C'est pourtant de la compétence du SDE d'exiger

la mise en conformité. Au lieu de quoi, le SDE a pris contact avec l'employeur pour lui communiquer le nombre de plaignants et Philippe Leuba, conseiller d'Etat en charge de l'Economie, a demandé un audit externe. Le CSM a obtenu du SDE qu'il n'intervienne pas avant la fin des Jeux olympiques de la jeunesse», signale Arthur Auderset. Une question à laquelle devait répondre hier Philippe Leuba, apostrophé lors du Grand Conseil: pourquoi un audit au lieu d'un contrôle effectif de l'Inspection du travail? Une interpellation demandant de faire la lumière sur cette affaire devait aussi être

adressée à la Municipalité de Lausanne. La semaine dernière, le CSM indiquait avoir mandaté un cabinet d'audit spécialisé. «Or, l'employeur ne nous a donné aucune garantie de protection contre toutes formes de représailles à l'encontre des employés, souligne le secrétaire syndical vendredi dernier. Alors que le CSM remet en doute les causes des arrêts maladie et a mis sous pression les travailleurs qui ont osé dénoncer la situation. De quoi augmenter encore le sentiment du personnel de ne pas être reconnu mais abandonné.» ■

CE TONNELIER QUI CHANGE L'EAU EN VIN

Artisan tonnelier, Franz Hüsler perpétue une tradition ancestrale. Rencontre sur son lieu de travail, dans l'entreprise de charpenterie Volet, à Saint-Légier

Sonya Mermoud

Photos Thierry Porchet

L'homme est un personnage. Franc-parler teinté d'un fort accent alémanique. Physique robuste, taillé pour l'emploi. Aplomb de ceux qui ont de la bouteille. Eclats de rire ponctuant ses plaisanteries. Et surtout une passion pour un métier devenu extrêmement rare. Artisan tonnelier, Franz Hüsler, originaire du canton de Schwytz, est l'un des trois derniers professionnels dans le pays, et le seul en Suisse romande, à fabriquer tonnelets, barriques et foudres, soit des tonneaux de très grande capacité pouvant contenir plusieurs milliers de litres. Depuis plus de vingt ans, il travaille au sein de la charpenterie Volet à Saint-Légier qui a élargi ses activités à ce marché de niche. Avec Vincent Volet, directeur du groupe du même nom, le constructeur de 60 ans explique quelques gestes de son activité. Mais avant, il faut recourir à son imagination et se représenter de grandes forêts de chênes, le plus souvent en France mais aussi parfois dans nos frontières, où sera prélevé le bois servant à la réalisation des fûts. Il faut s'y projeter mentalement pendant l'hiver, saison de l'abattage, «alors que la sève descend, que les veines se resserrent, et que la lune décroît». «Les arbres seront choisis avec le plus grand soin, le moindre défaut, la plus petite fissure nuisant à la qualité du tonneau. Nous devons pouvoir faire confiance aux gardes forestiers. Heureusement, à l'exception d'une barrique, j'ai toujours été bien servi», raconte, de la satisfaction dans la voix, Franz Hüsler. Et Vincent Volet de préciser: «Le bois coupé, encore vert, sèche en forêt, à l'air libre, durant six à douze mois au moins, avant d'être scié. Il est ensuite exposé environ une demi-année à la pluie pour laver les tanins avant d'être stocké à l'abri et bien ventilé. Le processus de séchage se révèle lent. Il faut un an pour sécher un centimètre de bois. Donc, au minimum cinq années seront nécessaires avant usage.»

PREMIÈRE MONDIALE

La deuxième étape consiste dans le débitage de la matière première en douves, le nom des lamelles qui, assemblées, composent le corps du tonneau. Auparavant, un chablon du modèle aura été dessiné selon les impératifs du client et les mesures prises dans la cave: capacité et hauteur du réceptacle, emplacement prévu, etc. «La fabrication des angles des douves et de leur largeur – plus grande entre la tête et le ventre du fût – se trouve au cœur du métier», poursuit le directeur. La création de contenants ronds s'avère plus simple que ceux de forme ovale. Dans ce dernier cas, Franz Hüsler fabrique toutes les douves à la main, chaque pièce se révélant différente. «J'adapte les mesures à l'œil. Je suis plus rapide que la machine. C'est 90% de savoir-faire et 10% de calcul», déclare avec assurance l'artisan qui peut s'enorgueillir d'avoir réalisé un tonneau en forme d'œuf d'un volume de 500 litres. «Une première mondiale. Je l'ai réalisé pour l'Etat de Fribourg. Une construction incroyable, très complexe. Mais je ne vous dirai ni comment j'ai procédé, ni le nombre d'heures passées. Secrets de fabrication.» Et l'inventif sexagénaire de présenter son étonnante œuvre. «Semblable à l'amphore, cette forme favorise une circulation naturelle du vin, accentue son mouvement. Bon pour l'oxygénation», explique Vincent Volet. Chaque contenant offre ainsi des avantages. La barrique enrichit le précieux nectar du goût du chêne, le tanin de l'arbre, mais sa durée de vie se limite à trois ou quatre ans. Le foudre, qui peut devenir bicentenaire sans altération, agit aussi sur la micro-oxygénation du vin, lui donnant également un caractère particulier.

LE FEU ET L'EAU

Les douves prêtes, Franz Hüsler les assemble au moyen de cercles métalliques. Puis, débute la délicate opération du feu et de l'eau pour donner la courbe au contenant. Installé au centre de la coque, un brasero chauffe les parois qui sont en même temps humi-

difiées. «Pour l'assouplissement et le pliage, qu'il faut faire au bon moment, en sentant la résistance. Chaque arbre est différent.» La stabilisation de l'ouvrage passe à nouveau par les flammes. «La chaleur brise alors les molécules tanniques et influe sur les arômes. Le temps de chauffe comme la température donnent le goût final du vin», poursuit le constructeur et aussi œnologue qui a, par ailleurs, également travaillé dans les vignes et cinq ans dans une cave. Il faudra encore fabriquer les plateaux de fond, usiner les rainures des douves, assurer leur étanchéité en glissant entre elles des feuilles de ro-

seau. La fabrication de la porte, du portillon et du guillon – petite cheville de bois comblant le trou creusé dans le tonneau pour la dégustation – précéderont le travail de ponçage et la création de gravures pour l'esthétique... A noter que le guillon est installé directement dans la cave, placé selon la taille du client. Autant de gestes spécifiques d'un métier qui, faute de relève, risque pourtant de s'éteindre. L'entreprise Volet a bien formé un apprenti, mais il n'a pas souhaité reprendre le flambeau. «Nous continuons à chercher quelqu'un à initier à la pratique. Nous souhaitons conserver cette tradition,

ce savoir-faire ancestral. Cette activité nous tient à cœur», précise Vincent Volet, constatant avec bonheur que l'utilisation de tonneaux est de nouveau d'actualité. «Dans les années 1950 à 1970, on les démontait. Aujourd'hui, leur usage revient à la mode. Une quête d'authenticité.» Et de qualité...

UN MEMBRE DE LA FAMILLE

Si le foudre ou le tonneau ne font pas le vin, ils offrent clairement une plus-value. «C'est un ensemble d'éléments. Le travail de la vigne, le processus de vinification et le récipient concourent tous au produit final», déclare Vincent Volet. Franz Hüsler affirme de son côté, en rigolant, que ses ouvrages «peuvent changer l'eau en vin, que les cuves en inox sentent le renfermé». L'artisan, qui a fabriqué des milliers de tonneaux de toutes les tailles dans sa vie, s'occupe aussi de l'entretien et de la réparation de fûts, du recyclage de vieilles barriques en objets divers, à l'exemple de tabourets de carnotzet aperçus dans son atelier. Il répond également à toutes sortes de demandes comme la fabrication, pour un Bernois, d'une tine destinée à accueillir des poissons... Une bizarrerie. Fort de son expérience, l'artisan offre en outre ses conseils aux vignerons pour améliorer, rectifier un goût. «Il faut comprendre les barriques et les foudres, ne pas compter ses heures. Ce que je préfère dans mon travail? Boire un verre», lance, dans un grand éclat de rire, Franz Hüsler avant de nuancer: «J'apprécie surtout le contact avec les clients – de troisième et quatrième générations déjà. Le tonnelier est comme un membre de la famille. Et goûter le vin de mes tonneaux est bien sûr une sacrée récompense.» ■



Franz Hüsler et son tonneau en forme d'œuf d'une capacité de 500 litres: «C'est une première mondiale. Une construction incroyable, très complexe. Mais je ne dirai ni comment j'ai procédé, ni le nombre d'heures passées. Secrets de fabrication.»



Dans le feu de l'action...

